

CHAPITRE XXI.—FINANCES PUBLIQUES.

Cette étude des finances publiques comprend une revue des finances fédérales, provinciales et municipales, avec les détails statistiques nécessaires, et se termine par une brève analyse de la richesse nationale et du revenu national du Canada, bases des finances publiques.

L'énorme augmentation du budget fédéral depuis 1913 est partiellement due à la Grande-Guerre et à ses suites: fardeau de l'intérêt, des pensions, etc., et partiellement aux dépenses des chemins de fer et aux services sociaux comprenant depuis peu le secours au chômage. Les dépenses des provinces et des municipalités ont augmenté proportionnellement durant la même période. Ainsi, dans leurs années fiscales terminées en 1937, les dépenses ordinaires des neuf gouvernements provinciaux s'élèvent à \$253,443,737 comparativement à \$53,826,219 en 1916, une augmentation de plus de 371 p.c. en 21 ans. (Le service de la dette globale des gouvernements provinciaux s'élève de \$7,817,844 en 1916 à \$67,222,797 en 1937.) De même, au cours des récentes années, entre 1924 et 1936, le produit global des taxes municipales en Ontario augmente de \$94,526,271 à \$121,825,930 (les chiffres comparatifs ne sont pas connus pour les années antérieures)—soit une augmentation d'environ 29 p.c. Les recettes ordinaires des municipalités du Québec augmentent de \$33,288,115 en 1915 à \$79,471,242 en 1933, soit de 139 p.c.; les chiffres de 1934, 1935 et 1936, donnés au tableau 37, ne sont pas comparables ainsi que l'explique le renvoi de ce tableau. Bien que le produit des taxes dans les Provinces des Prairies et dans les Provinces Maritimes les années dont les chiffres comparatifs sont connus, ne manifestent pas de tendance à la hausse, excepté en Nouvelle-Ecosse, il faut bien remarquer que dans la majorité des cas les données ne couvrent que des années plutôt récentes et que dans les Provinces des Prairies une plus grande proportion de taxes restent impayées. En Colombie Britannique, les taxes municipales forment une somme de \$9,382,099 en 1917 et de \$17,070,680 en 1936.

Dette publique du Canada.—L'année 1937 est la dernière qui fournit un chiffre établissant la dette publique collective du Canada. L'exposé ci-dessous est un sommaire des statistiques données dans les diverses sections de ce chapitre, la dette garantie ou indirecte est mise à part. A la page 959 paraissent les chiffres se rapportant à la dette provinciale pour les années fiscales respectives des provinces, terminées en 1937.

SOMMAIRE DE LA DETTE PUBLIQUE COLLECTIVE DU CANADA VERS 1937.

(Dette fédérale, provinciale et municipale.)

DETTE NETTE DIRECTE—	\$	\$
Dette nette du gouvernement fédéral, 31 mars 1937.....	3,083,952,202	
Passif net direct des gouvernements provinciaux, 1937 (moins fonds d'amortissement et capital disponible, déduction faite de l'actif des comptes courants et fiduciaires).....	1,199,480,750	
Passif direct de toutes municipalités canadiennes (moins les fonds d'amortissement et les placements).....	1,415,637,719	
TOTAL, DETTE NETTE DIRECTE.....	5,699,070,680	